

Relance

L'urgence climatique sacrifiée sur l'autel de l'urgence économique ?

La crise offre une opportunité inédite de changer les fondamentaux du système économique. Malgré les appels nombreux à un véritable tournant écologique et social, les plans de sauvetage esquissés trahissent la tentation du retour « à la normale ».

L'écologie oubliée dans les plans de sauvetage

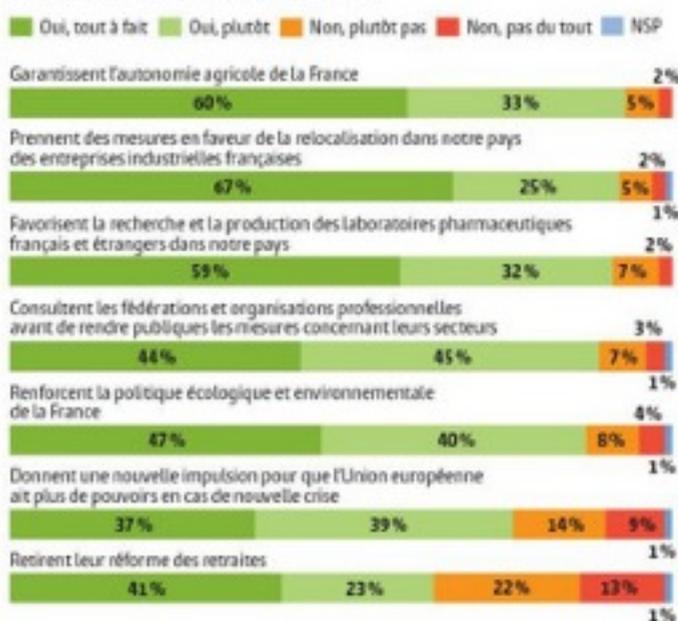
Alors que les gouvernements déploient des mesures et des moyens sans précédent pour faire face à la crise sanitaire, dans une analyse l'université de Lausanne estime « frappant de constater que le financement de la transition socio-écologique soit à ce point ignoré dans ces programmes d'urgence ». Elle pointe le fait que les grandes puissances du G7 ont déjà engagé dans le sauvetage de leur économie des montants deux à dix fois supérieurs à la fourchette des 1,5 % - 2,5 % de PIB annuels jugés nécessaires pour la transition écologique.

Il faudra des mois, peut-être des années, avant que l'urgence de la crise ne laisse la place au « monde d'après ». Mais il n'est pas trop tôt pour fixer les priorités de la reconstruction. Parmi les nombreuses inspirations, les appels à une relance « verte » trouvent un écho tout particulier. D'abord, parce que la pandémie de Covid-19 a cruellement mis en lumière les liens de causalité entre la dégradation des habitats naturels et la propagation de maladies infectieuses, transmises lors de contacts répétés de la faune sauvage avec les humains. Ensuite, parce la gestion de l'épidémie a révélé l'impréparation et le manque de résilience d'États prétendument développés, alors que d'autres crises surviendront, engendrées notamment par le dérèglement climatique. Enfin, parce qu'une véritable transition écologique peut permettre de recréer de la valeur et des emplois alors que des pans entiers de l'économie sont menacés d'effondrement.

DÉSILLUSION

« La prise de conscience est massive, au niveau des citoyens comme au plus haut niveau de l'État », assure la députée (LREM) de la Somme Barbara Pompili. Un sondage réalisé début avril par Odoxa-Confluence semble lui donner raison avec un spectaculaire soutien exprimé à la reconquête de l'autonomie agricole, à la relocalisation

A l'issue de cette crise, souhaitez-vous que le président de la République et le gouvernement...



Source: sondage Odoxa-Confluence pour « Les Echos » et Radio classique, avril 2020. Infographie: C. Clément

industrielle ou au renforcement de la politique écologique et environnementale (voir ci-dessus). « Le résultat de ce sondage déçoit avant tout d'une grande désillusion, comprend de son côté Agnès Langevine, vice-présidente [EELV] de la région Occitanie, chargée de la transition écologique et énergétique. Désormais, l'adaptation au changement climatique et la résilience des territoires vont monter considérablement à l'agenda politique alors qu'ils étaient les parents pauvres des politiques publiques. »

Du côté de l'exécutif, les discours ont effectivement marqué une inflexion notable: après avoir

plaidé en mars pour une santé en « dehors des lois du marché », Emmanuel Macron a promis en avril « la sobriété carbone, la prévention, la résilience » et de « rebâtir une indépendance agricole ».

Il pourra s'appuyer en cela sur les nombreuses feuilles de route qui lui ont été soumises, à commencer par les 52 mesures dévoilées début avril par la convention citoyenne pour le climat. Les 150 citoyens tirés au sort proposent par exemple de rendre obligatoire la rénovation énergétique globale des bâtiments d'ici à 2040, de déployer un plan d'investissement pour convertir 50% des terres

agricoles à l'agroécologie et d'interdire dès 2023 la publicité sur les produits les plus émetteurs de gaz à effet de serre. L'association Régions de France a, de son côté, proposé un «green deal industriel et environnemental» à l'Etat, prévoyant notamment une relocalisation des industries stratégiques et la massification de la rénovation énergétique des bâtiments.

CONTREPARTIES

Parmi les mesures à prendre «en urgence» et qui font consensus figurent le ciblage des aides publiques vers les besoins sociaux et écologiques prioritaires et/ou leur conditionnement à des objectifs climat ambitieux. «Le soutien impératif de l'Etat à certains secteurs de l'économie lui donne le pouvoir d'imposer de nouvelles règles, de redevenir un Etat stratège», explique la porte-parole de l'association Aitae, Aurélie Trouvé, qui appelle à la création d'un commissariat général au plan social et écologique. Plusieurs pays ont déjà saisi l'occasion, à l'instar de la Finlande, qui a instauré des contreparties écologiques au financement de plans de sauvetage, tandis que le Danemark et la Pologne ont décidé de refuser l'accès aux aides d'Etat aux entreprises qui ont recours aux paradis fiscaux.



La convention citoyenne pour le climat propose de rendre obligatoire la rénovation énergétique globale des bâtiments d'ici à 2040.

«La tentation est également très forte de reléguer la question de la protection de l'environnement après celles du redécollage économique», concède néanmoins Barbara Pompili. De fait, la crise sert de prétexte à beaucoup pour tenter de se soustraire à leurs obligations environnementales. La ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, a confirmé que le Medef lui avait demandé, le 3 avril, un moratoire sur la mise en œuvre de la loi d'orientation des mobilités et de la loi sur l'économie circulaire.

Et l'Association française des entreprises privées – qui rassemble 113 grandes entreprises françaises – a sollicité dans un courrier adressé à la Commission européenne le

report des mesures du Green Deal, comme l'a révélé le site d'informations Contexte, le 14 avril.

SIGNAUX NÉGATIFS

Pour l'instant, les mesures d'urgence prises par la France ne semblent pas privilégier l'écologie, au contraire. «On peut craindre que le report de plusieurs taxes et redevances aéronautiques ne se transforme en annulation pure et simple», estime Aurélie Trouvé. Plus récemment, le déblocage de 20 milliards d'euros de crédits pour renforcer les participations financières de l'Etat dans plusieurs entreprises stratégiques, dont Air France et Renault, n'a pas été assorti de contreparties contraignantes.

Au niveau européen, les ambitions écologiques ont elles aussi pris un coup dans l'aile. Seize organisations dont Greenpeace, Oxfam, les Amis de la terre et la CGT ont signé un appel «pour un jour d'après écologique, féministe et social» réclamant une allocation ciblée et conditionnée des 750 milliards d'euros injectés par la Banque centrale européenne. Or celle-ci a déjà annoncé qu'elle rachèterait les obligations d'entreprises des énergies fossiles comme Shell, Eni et Total. Pas vraiment le chemin à prendre pour transformer la crise en opportunité pour le climat. ● Anne Claire Poirier

L'inquiétude des collectivités

Après avoir engagé des moyens exceptionnels pour maintenir les services publics de base et protéger leurs administrés, les collectivités seront aussi en première ligne pour accueillir la relocalisation de secteurs d'activités stratégiques et soutenir la relance en tant que premier investisseur public. «Les régions devront planifier et les intercommunalités aménager le territoire», détaille Nicolas Portier, délégué général de l'Assemblée des communautés de France. Or, d'après un premier chiffrage de la commission des finances du

Sénat, il manquerait plus de 4,9 milliards d'euros de recettes aux collectivités en 2020 et 2021. «Il ne faudrait pas qu'elles se retrouvent à genoux ou les investissements risquent de se rétracter fortement», prévient Nicolas Portier. «Les collectivités ont été très efficaces pendant la crise. Si le système ne s'est pas effondré, c'est grâce à elles, estime l'élu écologiste dijonnais Jean-Patrick Masson. Cela doit réinterroger la décentralisation. La question de l'autonomie financière et fiscale doit rapidement être posée.»